

# La mobilisation de la presse française durant les années Aoun : considérations historiques et enjeux inter-français à l'évidence

Roy JREIJIRY\*

**Résumé :** Notre recherche a pour but d'analyser, à travers trois quotidiens à audience nationale et représentatifs de la presse française, comment cette presse a rendu compte du Liban, durant une période agitée et riche en événements. Cette période commence avec la semaine du 19 septembre 1988, la dernière du mandat du président Amine Gemayel qui nomme un gouvernement transitoire présidé par Michel Aoun et boycotté par le « camp musulman ». Elle prend fin le 31 mai 1991, date de la signature d'un traité de coopération

syro-libanais. Cette recherche débouche, d'une part, sur la mise en lumière des liens entre la représentation du Liban dans la presse et l'histoire sociopolitique de la France, sa diplomatie et les enjeux de la politique interne, d'autre part, sur celle de la complexité de l'élaboration d'une information quotidienne cohérente, marquée par le besoin permanent de repères au sein du monde politique.

**Mots-clés :** presse, analyse de contenu, Liban, presse française

\*\*\*

*The French press mobilization during Aoun mandate: historical considerations and French internal issues*

**Abstract:** The purpose of this research is to analyse, through three

---

\* Maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication, Faculté d'Information et de Documentation, Beyrouth, Liban, jreijiry\_roy@hotmail.com.

national daily newspapers which represent the French press, how this press is related Lebanon, during a turbulent period full of events. This period starts the week of September 19, 1988, the last week of mandate of President Amine Gemayel who appoints a transitional government boycotted by the “Muslim side”. It ends on May 13, 1991, date of the signature of cooperation treaty between Lebanon and Syria. The thesis leads, on one hand, to

highlighting the links between the representation of Lebanon in the press and the socio-political history of France, its diplomacy and the issues of internal policy, and on the other hand, highlighting the complexity of elaborating a coherent daily information marked by the permanent need of landmarks within a political world.

**Keywords:** media, content analysis, Lebanon, French daily press

\*\*\*

Au printemps 1988, la guerre libanaise entre dans sa quatorzième année. Le pays est divisé *de facto* ; le gouvernement central et ses institutions ne contrôlent plus qu’une partie restreinte du territoire. La plupart du temps, l’ordre est géré par les milices locales ainsi que par les différentes troupes et factions étrangères présentes sur le territoire libanais ; elles sont syriennes, israéliennes, palestiniennes et iraniennes.

Cependant, la campagne électorale qui doit se dérouler en été domine l’agenda politique de ce printemps libanais et paraît, pour nombre d’observateurs et pour la population, prometteuse d’un certain changement. Les deux « grands électeurs » de cette présidentielle – la Syrie et les Etats-Unis – parviennent, quelques jours avant l’expiration du mandat du président de la République Amine Gemayel, à se mettre d’accord sur le nom d’un candidat. Celui-ci ne satisfait pas les forces politiques du « camp chrétien » qui, et en guise de protestation, boycottent l’élection. A deux reprises, le quorum à l’Assemblée générale n’est pas atteint. Le 22 septembre 1988, Gemayel remet ses pouvoirs au commandant de l’armée Michel Aoun, en le nommant Premier ministre (poste réservé traditionnellement à un musulman sunnite, alors que le président de la République est de confession maronite) d’un gouvernement militaire transitoire. Le camp de Beyrouth-Ouest soutenu par la Syrie refuse de le reconnaître qualifiant la démarche d’anticonstitutionnelle. Les trois ministres musulmans nommés alors démissionnent.

Parallèlement, le gouvernement démissionnaire installé à Beyrouth-Ouest, présidé par Selim Hoss, refuse de céder le pouvoir. Deux gouvernements s'installent donc en concurrence l'un de l'autre. C'est ainsi que commence le dernier « round » de la guerre libanaise. Riche en rebondissements, il accapare les « Une » des journaux français et internationaux, et influence radicalement le statut politique du « pays des cèdres ».

Si la presse applique la loi de proximité dans son traitement de l'information<sup>1</sup>, la presse française montre beaucoup de « passion » dans sa couverture de cette période libanaise. Ce pays présente un centre d'intérêt tant sur le plan affectif que sur les plans politique et intellectuel. Dans son numéro daté du 1<sup>er</sup> décembre 1989, le quotidien *Le Monde* écrit sur la séance de débats au Parlement : « *On attendait Dreux, Marseille, le voile et le FN, mais ce fut le Liban, le général Aoun, les Syriens et le « réduit chrétien » qui tirent l'essentiel de la séance des questions au gouvernement du mercredi 29 novembre* ».

Historiquement, la France a joué un rôle primordial dans la formation du Liban, tel qu'il est aujourd'hui. Réciproquement, le Liban a constitué un pilier politique et culturel pour la politique de la France dans la région. Cette dernière se voulait en effet défenseur des chrétiens d'Orient. La presse n'est pas épargnée par cet héritage. Le but de notre recherche est d'analyser, à travers trois quotidiens à audience nationale et représentatifs de la presse française (*Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*), comment la presse a rendu compte du Liban, durant une période déterminée : quels sont les critères sur lesquels la presse française traite et interprète les informations qui concernent un pays étranger lié historiquement à la France, comment sa conception – du Liban en général, et de la guerre libanaise particulièrement – évolue et quels en sont les causes et les enjeux de cette évolution ; quelles sont les grandes constantes et les grandes variables de ce traitement ; quelles sont les tendances et les idéologies qui gouvernent les choix éditoriaux. Nous avons essayé de répondre à ces questions à travers deux axes majeurs : les évolutions internes à chaque journal, et la comparaison des trois journaux entre eux.

### **La période**

La période de notre étude débute la semaine du 19 septembre 1988, la dernière du mandat du président Amine Gemayel qui nomme un gouvernement transitoire boycotté par les musulmans. Elle s'arrête le 31 mai 1991, date de la signature du « traité de fraternité, de coopération et de coordination » entre la République libanaise et la République arabe syrienne. La nomination d'un gouvernement

---

<sup>1</sup> Consiste pour un média à s'intéresser à ce qui est proche du lecteur au plan géographique, affectif et intellectuel.

## 16 Roy JREIJRY

transitoire conduit à un début de conflit avec la politique syrienne au Liban, alors que l'accord syro-libanais concrétise officiellement la mainmise syrienne sur le Liban. Cette situation annonce la fin d'une ère de guerre et de conflits. Cela représente une durée de 2 ans et 8 mois marquée par des moments d'agitation politique et militaire, d'assassinats, de négociations et de boycotts, d'effervescence diplomatique, d'interventions étrangères, et de manifestations populaires. Cette période a été découpée autour de cinq temps forts suivant le contexte politique ; chacune de ces cinq périodes étant marquée par un événement majeur :

### *La cohabitation de deux gouvernements (19 septembre 1988 – 12 mars 1989)*

La première période commence la dernière semaine de la fin du mandat du président Amine Gemayel (19 septembre 1988), qui connaît l'installation de deux gouvernements dans un contexte de paix relativement stable. Alors que le premier objectif du gouvernement transitoire est d'assurer l'élection d'un nouveau président, Aoun s'installe dans le palais présidentiel à Baabda agissant comme s'il était le chef d'Etat. Déterminé à prendre en main la situation et à rétablir les institutions de l'Etat, il lance, en février 1989, une offensive contre la milice chrétienne des *Forces libanaises* qui partage avec lui le contrôle des « régions Est » (régions dites « chrétiennes »). Cette dernière cède une grande partie de leurs revenus financiers illégaux.

### *La « guerre de libération » (13 mars – 24 septembre 1989)*

La deuxième période est celle de la « guerre de libération » déclarée le 14 mars 1989 par Michel Aoun contre l'armée syrienne. Les affrontements et les bombardements meurtriers entre l'armée syrienne et ses alliés libanais d'une part, l'armée libanaise du général Michel Aoun et la milice des *Forces libanaises* d'autre part, durent six mois. Ils suscitent l'intervention de la communauté arabe et internationale. La couverture des événements et presque quotidienne dans les trois journaux : près de 4 numéros sur 5 environ en parlent, d'autant que la France se trouve impliquée directement dans la crise. L'opinion publique française se mobilise ainsi à tous les niveaux : politique, social et médiatique, répondant aux appels au secours lancés à la suite de cette guerre. Cette période s'achève par l'acceptation de Aoun du plan de paix arabe et le voyage des députés libanais en Arabie saoudite pour négocier un « document d'entente nationale ».

### *Les accords de Taëf (25 septembre – 28 janvier 1990)*

La troisième période de notre étude correspond à la fin de la « guerre de libération » et à l'ouverture des négociations politiques parlementaires à Taëf, en

Arabie saoudite, sous l'égide de la communauté arabe et internationale. Les députés y approuvent le « document d'entente nationale » préconisant des réformes politiques et la légalisation de la présence de l'armée syrienne. Acceptés par la majorité des acteurs libanais, les accords de Taëf sont rejetés par Aoun qui refuse de reconnaître l'élection par le parlement du président René Moawad conformément à ces accords. Assassiné 17 jours après son élection (le 22 novembre 1989), Moawad est remplacé par Elias Hraoui qui lance un ultimatum à Michel Aoun menaçant d'utiliser la force. Une situation d'agitation politique en découle, mobilisant fortement les trois quotidiens de notre étude.

*La guerre du « réduit chrétien » suivie de l'éviction d'Aoun (29 janv. – 4 nov. 1991)*

La quatrième période est entamée par l'éclatement des affrontements dans les régions-Est, à la fin du mois de janvier 1990, entre les deux principales forces militaires et politiques du « camp chrétien » : l'armée libanaise commandée par Aoun et les *Forces Libanaises* dirigées par Samir Geagea. Le théâtre d'opération ne dépasse pas 1.500 Km<sup>2</sup> et il est peuplé par plus d'un million d'habitants : les affrontements sont très destructeurs. Cette guerre dure près de 6 mois. Elle s'achève par l'éviction d'Aoun, défait suite à une offensive militaire menée par les troupes syriennes et par les brigades de l'armée libanaise fidèles au président Elias Hraoui (élu à la suite des accords de Taëf) le 13 octobre 1990. Cette offensive, dont les révélations sur des exactions commises par l'armée syrienne mobilisent extrêmement la presse française, met fin à un équilibre jusque-là maintenu ; elle met aussi fin à la guerre libanaise. Une « paix syrienne » s'établit alors et se stabilise jusqu'en 2005.

*L'entrée du pays dans la « paix syrienne » (5 novembre 1990 – 31 mai 1991)*

Nous complétons nos périodes d'étude avec une cinquième période particulière, qui connaît la fin d'une guerre de 15 ans et demi et l'entrée du Liban sous une « tutelle » syrienne. Cette période commence en novembre 1990, après l'opération du 13 octobre et ses conséquences, et s'achève avec la signature d'un traité syro-libanais, suscitant des réactions locales et internationales. Entre ces deux événements, plusieurs sujets ont dominé l'actualité politique libanaise : le rétablissement des institutions, à travers surtout le retrait des milices du Grand-Beyrouth et le déploiement de l'armée libanaise au Sud face aux milices palestiniennes. Cette période voit aussi se dérouler des tractations autour de l'affaire d'Aoun, toujours réfugié à l'ambassade de France depuis sa défaite.

### Le corpus et la grille d'analyse

Le corpus, l'ensemble de texte réunis, couvre une durée de 141 semaines, soit 981 jours. 2.523 numéros ont été consultés : 841 numéros du *Monde*, 839 de *Libération* et 843 du *Figaro*. 1.710 articles traitent du Liban : 664 articles publiés dans *Le Monde*, 496 articles dans *Libération* et 550 articles dans *Le Figaro*. L'analyse de ce corpus a été effectuée en deux phases :

#### *L'analyse de la mise en valeur de l'information*

Dans une première phase, nous avons soumis l'intégralité du corpus – respectant ainsi la règle de l'exhaustivité – à une analyse dont les critères relevaient principalement de l'approche quantitative : nombre d'articles, surface, régularité et emplacement<sup>2</sup> (le tableau suivant montre les résultats quantitatifs obtenus pour toute la période d'analyse). Ces éléments étaient nécessaires pour cerner la mise en valeur par les quotidiens de l'information sur le Liban sur un période relativement longue et marquée par de différents grands événements fortement médiatisés. Durant cette phase, nous avons également touché au contenu linguistique du corpus : nous avons effectué une analyse thématique rapide qui, certes, ne pouvait pas faire office de preuve inéluctable sur les lignes éditoriales du quotidiens – d'autant plus que l'unité d'enregistrement retenue était l'article – mais qui nous a néanmoins permis, avec les autres critères d'analyse relevant de l'approche quantitative, de cerner les premières tendances politiques des quotidiens. Ces tendances devraient être ensuite confirmées dans la seconde phase.

	Le Monde		Libération		Le Figaro	
<b>Nombre de numéros</b>	<b>841</b>		<b>839</b>		<b>843</b>	
<b>No. traitant du Liban</b>						
• sans brèves	<b>426</b>	50,7 %	<b>298</b>	35,5 %	<b>293</b>	34,8 %
• brèves incluses	<b>468</b>	55,7 %	<b>440</b>	52,4 %	<b>375</b>	44,5 %

<sup>2</sup> Quelques exclusions ont cependant été nécessaires pour respecter l'exclusivité du sujet traité ; après avoir rassemblé les articles relevant de la question des otages occidentaux, nous avons constaté l'implication de plusieurs pays dans cette affaire. Le Liban servait en effet de base d'action pour les kidnappeurs et un lieu de détention des otages. Nous avons donc décidé d'écarter ce sujet.

La mobilisation de la presse française durant les années Aoun 19

<b>Nombre d'articles</b>	<b>664</b>	<b>496</b>	<b>550</b>
<b>Nombre d'illustrations</b>	44	179	208
<b>Surface Totale</b>	<b>129.500 cm<sup>2</sup></b>	<b>161.000 cm<sup>2</sup></b>	<b>162.000 cm<sup>2</sup></b>
dont illustration	2,5 %	23,5 %	18,9 %
<b>No. de mots/numéro</b>	<b>431 mots</b>	<b>394 mots</b>	<b>341 mots</b>
<b>Présence à la Une</b>	109	58	118
• titre principal	29	17	23

**Figure 1 :** Les résultats de l'analyse quantitative pour l'ensemble des cinq périodes (septembre 1988 – mai 1991)

*L'analyse textuelle*

Cette phase concerne l'analyse de l'information ayant pour but de traiter le contenu explicite des articles. Etant donné la grande quantité des articles et pour analyser un échantillon représentatif, nous avons sélectionné, selon la méthode du « choix raisonné », les articles parus durant une semaine complète dans chacune des cinq périodes de notre étude. Quant à la sélection de la semaine dans chaque période, elle est basée sur les résultats obtenus dans l'analyse de la mise en valeur de l'information dans la deuxième partie ; pour chaque période, nous avons sélectionné la semaine la mieux mise en valeur afin d'étudier le contenu de ses articles.

Selon cette sélection, le nombre de numéros étudiés s'élève à 90 numéros, soit 30 numéros pour chacun des trois quotidiens. L'échantillon sera donc constitué de 260 articles : 81 articles dans *Le Monde*, 78 articles dans *Libération* et 101 articles dans *Le Figaro*.

Nous avons essayé de déterminer les sujets, les thèmes et les positions qu'un quotidien ou un journaliste met en avant, à la Une, dans les titres, dans les articles signés, etc. et cela dans le but de déterminer les grandes lignes de la représentation du Liban dans la presse quotidienne française. Partant du contexte politique propre à chaque événement qui a pu marquer les esprits et les plumes entre septembre 1988 et mai 1991, nous avons tenté de définir les éléments qui ont pour conséquence l'émergence de positions plus ou moins inscrites dans un lieu et un moment précis.

### **Les conclusions**

A la lumière des résultats de ces deux étapes d'analyse, nous établissons des conclusions qui permettent de répondre aux questions formulées dans l'introduction sur l'image du Liban dans la presse française et, plus généralement, sur la construction de l'information autour d'un sujet d'actualité internationale.

#### *Les quotidiens français : héritiers de la France proche-orientale*

Si le Liban se situe aux frontières de l'Union européenne, son importance pour la France dépasse cette simple donnée géographique : il est un pilier de l'influence politique et culturelle francophone sur la scène proche-orientale. Dans une tradition très ancienne, la France défendait les intérêts des maronites, alors que la Grande Bretagne avait tendance à défendre ceux des druzes, la Russie ceux des grecs-orthodoxes, l'Empire ottoman ceux des sunnites, l'Autriche ceux des grecs-catholiques, etc. Cependant, alors que des bouleversements d'ordre politique ou stratégique ont réduit progressivement l'influence des autres grandes puissances, la France conservait un avantage qui lui assurait une influence durable, et cela indépendamment des changements politiques à Paris : la francophonie de la majorité de la population libanaise – notamment une élite chrétienne, sunnite et druze.

Plus récemment, la France, qui a exercé un mandat sur le Liban entre 1919 et 1943, a contribué à la formation de l'État libanais à prédominance maronite. Elle a ainsi répondu aux aspirations de cette communauté, face à d'autres projets nationalistes arabes ou de Grande-Syrie, défendus notamment par les sunnites.

A travers l'étude de ces faits historiques, nous pouvons affirmer que les trois quotidiens nationaux de notre étude sont les héritiers de cette politique française au Proche-Orient. Cela se manifeste à travers plusieurs constatations communes aux trois quotidiens :

#### *La presse favorable à l'intervention française*

L'influence ou l'intervention française au Liban est traitée dans les trois quotidiens comme un acte bénéfique, à la fois pour la France et le Liban, et cela dans toutes les périodes de notre étude. En aucun cas cette intervention n'est mise en cause ou considérée comme une ingérence dans les affaires d'un pays étranger.



*Les chrétiens libanais : les « protégés » de la France*

Les chrétiens du Liban sont les « protégés » de la France et constituent une clé de sa politique dans la région. C'est aussi dans cette tradition française au Proche-Orient que nous pouvons inscrire l'importance considérable accordée par la presse française aux événements du Liban entre 1988 et 1991, où la confrontation entre la Syrie et les chrétiens, représentés par le général Michel Aoun, battait son comble. Tous les critères d'analyse montrent que l'intérêt journalistique s'articule autour de la situation de la communauté chrétienne face à la Syrie<sup>3</sup>. La presse est mobilisée lorsqu'il s'agit d'événements susceptibles d'influer sur la sécurité, la place et le rôle des chrétiens de ce pays, comme pendant la « guerre de libération » (2<sup>ème</sup> période : avril et août 1989), les risques d'invasion contre les régions chrétiennes (3<sup>ème</sup> période : novembre 1989), l'invasion des régions chrétiennes contrôlées par Aoun et les exactions qui l'accompagnent (4<sup>ème</sup> période : octobre 1990). Elle se mobilise également, dans une moindre mesure, pour des événements où la mise en question du rôle des chrétiens est indirectement en jeu : boycott chrétien des élections présidentielles (1<sup>ère</sup> période : septembre 1988), réformes constitutionnelles (3<sup>ème</sup> période : octobre 1989), traité syro-libanais (5<sup>ème</sup> période : mai 1991). Il s'agit d'événements où la mise en valeur de l'information sur le Liban est à son paroxysme.

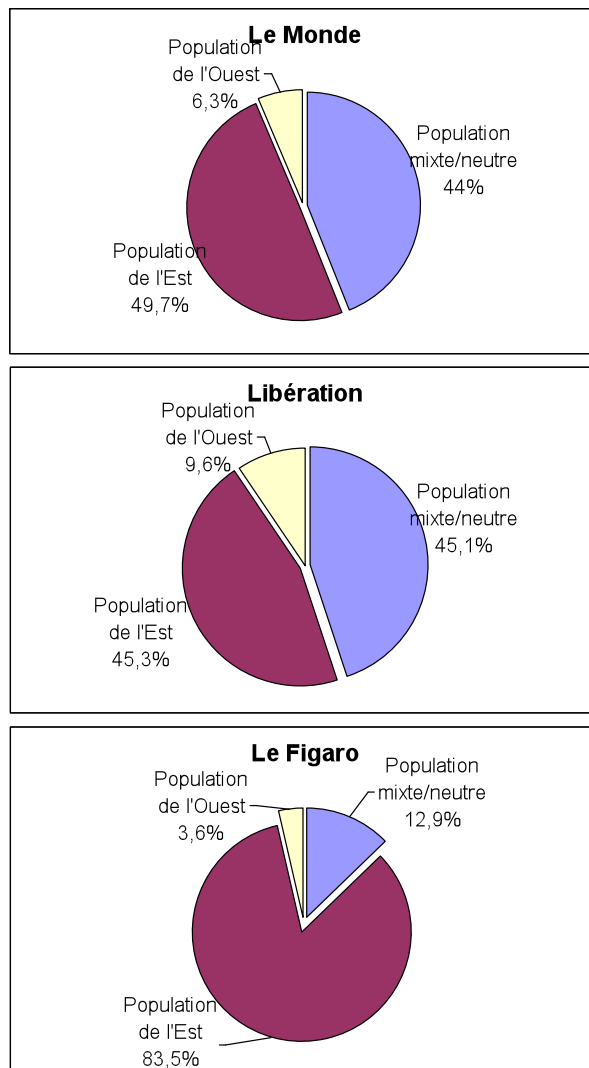
Commune aux trois quotidiens, cette orientation est confirmée dans la deuxième phase d'analyse : la presse est très attentive aux chrétiens – principalement les maronites –, soucieuse de leur rôle et de leur place au sein de l'Etat libanais.

Complémentairement, la situation des autres communautés non chrétiennes (druze, sunnite ou chiite) est rarement évoquée. Les opinions de la rue musulmane ne sont presque jamais relatées dans aucun des trois quotidiens. Alors que nous sommes en permanence exposés à des références aux habitants des « Régions Est » et à leurs opinions – toujours favorables au général Aoun -, nous n'avons pas relevé, dans les cinq semaines étudiées, la moindre référence à un habitant musulman vivant dans les « régions Ouest » et exprimant son opinion sur les événements. L'histoire de la France agissant comme la protectrice de la communauté maronite et, plus généralement, des chrétiens, trouve une nouvelle fois écho dans la presse française, d'autant plus que chacune des autres communautés possède un protecteur étranger qui la défend. A titre d'exemple, durant la deuxième période d'étude qui est celle de la « guerre de libération », nous avons relevé 30 articles (7 dans *Le Monde*, 5 dans *Libération* et 18 dans *Le Figaro*) dont le thème principal est la population de l'Est (chrétienne), 14 articles (6 dans *Le Monde*, 3 dans *Libération* et 5 dans *Le Figaro*) dont le thème traite des deux populations ou d'une population « neutre », alors que

---

<sup>3</sup> L'engagement du *Figaro* en faveur de Michel Aoun est plus explicite que dans les deux autres quotidiens.

le nombre d'articles sur la population de l'Ouest (musulmane) ne dépasse pas les 4 articles (deux dans *Le Figaro* et un article dans chacun des deux autres quotidiens) (la figure n° 2 montre la répartition de ces article en matière de surface relative). Soulignons que le nombre de victimes de chacun des deux camps ne présente pas un écart important.



**Figure 2 :** La part de la surface accordée par les quotidiens aux différents types de population

Cependant, soucieuse d'une certaine neutralité, la presse française évite de montrer un soutien trop explicite aux chrétiens, d'où le besoin d'un élément extérieur qui puisse servir d'alibi à la presse pour afficher son soutien à cette communauté. Ainsi, durant la « guerre de libération », la presse tâchait d'ignorer l'hostilité affirmée par la classe politique musulmane à l'égard de Michel Aoun. Elle tentait autant que possible de limiter le conflit à un affrontement entre la Syrie et les chrétiens libanais, excluant, sinon minimisant, la participation des milices musulmanes aux combats. L'image donnée était alors celle d'une population (musulmane) passive, puisque soumise directement à l'occupation syrienne. En novembre 1989 (3<sup>ème</sup> semaine), préoccupée par l'ultimatum fixé par le président Elias Hraoui à Michel Aoun, la presse accélère sa campagne face à l'éventualité d'une opération militaire qualifiée toujours de « syrienne » contre les « régions Est », ignorant complètement le rôle des dirigeants libanais derrière une telle décision (malgré l'influence qu'aurait pu exercer Damas sur le pouvoir libanais issu de Taëf).

#### *L'assimilation du Liban aux seuls chrétiens*

Pour la presse française, le Liban est lié aux chrétiens. Nous retrouvons cet énoncé dans les trois quotidiens, bien que le degré de son ancrage varie d'un quotidien à un autre. Les cas d'assimilation du Liban aux seuls chrétiens étaient omniprésents notamment durant la 2<sup>ème</sup> semaine, où nous avons relevé une série de titres orientés, dans *Le Figaro* surtout, mais aussi dans *Le Monde*, qui montrent tout un pays (les « Régions Est » en réalité) agressé par son voisin. D'autant plus que les termes qui accompagnent les composantes chrétiennes ne leur imputent aucune référence étrangère, alors que pour les musulmans, elles sont omniprésentes, par le renvoi à la Syrie et à l'Iran : « *pro-syrien(ne)(s)* », « *pro-iranien(ne)(s)* »).

#### *Le Liban : un exemple de coexistence*

Un autre point s'inscrit également dans une tradition française plus récente, même s'il semble contradictoire : la presse défend l'idée d'un Liban multiconfessionnel et multiculturel. Ce pays est perçu comme un exemple de coexistence. Mais il s'agit pour la presse d'une forme de diversité qui entrave l'idée d'unité nationale et où les différentes composantes sont en conflit – sinon en concurrence – perpétuel. Cette constatation s'inscrit dans l'histoire intrinsèque de cet Etat (créé en 1920), où le maintien d'un équilibre entre les différentes communautés était la principale préoccupation, avec une prédominance maronite patente.

*La presse perturbée par ses clichés : un vocabulaire instable*

Nous l'avons remarqué au fil de notre recherche : quel que soit le contexte politique, la conception religieuse ou communautaire est toujours présente, même lorsque le point de vue du journaliste exige le contraire. Nous relevons à plusieurs reprises des cas où la presse défend la cause d'Aoun – inscrite dans un contexte de lutte contre l'occupation syrienne –, mais qui bientôt « tombe » dans la logique qui renvoie le fond du problème à une lutte entre chrétiens et musulmans. Ce prisme communautaire engendrait ainsi des ambiguïtés, voire des contradictions, notamment lors de la « guerre de libération » en 1989.

En effet, l'action de Michel Aoun perturbe la presse dans sa conception traditionnelle du conflit libanais, perçu essentiellement comme une guerre civile entre des communautés religieuses. Durant la « guerre de libération », les trois quotidiens sont contraints de choisir entre deux conceptions : la première, traditionnelle, inscrit le conflit dans une lutte entre chrétiens et musulmans ; la deuxième, récente pour ceux qui trouvent dans l'action du général Aoun une cause nationale (et les trois quotidiens s'y aventurent), consiste à inscrire le conflit dans une lutte nationale libanaise contre une occupation étrangère.

*Le Monde* en fait une synthèse, parlant d'un conflit entre « chrétiens et Syriens ». D'où le besoin pour ce quotidien d'écarter autant que possible le camp musulman de l'équation car, si ce camp appuie la Syrie, la première conception (chrétiens vs musulmans) devient évidente ; or il n'appuie pas Michel Aoun pour que la seconde conception soit clairement avancée. Le choix du quotidien engendre ainsi des contradictions et un changement permanent de vocabulaire sur la typologie du conflit. Dans un éditorial publié après la chute d'Aoun, le directeur de la rédaction du *Monde* reproche à ce dernier d'avoir ignoré les changements démographiques (en faveur des musulmans) et de vouloir restituer le pacte de 1943, inscrivant ainsi toute l'action de Michel Aoun dans le cadre de lutte de pouvoir « historique » entre chrétiens et musulmans. Et pourtant, André Fontaine affirme, dans ce même éditorial, que l'action d'Aoun est légitime, inscrite dans le droit des peuples de lutter contre les occupations étrangères (éditorial du 16 octobre 1990).

En revanche, *Libération* opte souvent pour la seconde conception (Liban vs Syrie), d'où le besoin de rallier le camp musulman à la cause d'Aoun. C'est ce que fait le quotidien : les références à une communauté musulmane « *rebelle à la tutelle syrienne* » et qui « *est du cœur avec Michel Aoun* » étaient nombreuses (2<sup>ème</sup> semaine). Parallèlement, il minimise l'aspect religieux ou communautaire, mettant souvent en valeur les qualités patriotiques de l'armée ou de son chef. Malgré cette cohérence, *Libération* ne peut maintenir cette vision très longtemps, entraînant ainsi un changement contradictoire du vocabulaire. En effet, dès lors que le conflit prend une tournure inter-libanaise (participation des milices des deux côtés aux combats,

signature des accords de Taëf, opposition des députés musulmans et chrétiens à Aoun), la conception de *Libération* manque de vigueur.

Quant au *Figaro*, il est plus explicite dans l'assimilation du Liban aux seuls chrétiens en lutte contre une occupation. Ainsi, le quotidien ne se gêne pas pour mettre en avant la participation des « milices musulmanes » aux combats, à côté de l'armée syrienne. Il évoque parfois même ces milices avant l'armée syrienne lorsqu'il désigne les protagonistes du conflit (2<sup>ème</sup> période). Cette conception relativement simpliste et unilatérale, réunissant les deux équations précédemment évoquées, implique des contradictions et semble la moins réaliste des conceptions qui apparaissent dans les trois quotidiens.

#### *Le Liban : un enjeu inter-français*

« Le Liban chrétien est depuis quinze ans une terre sacrée où les libéraux inspirés et les démocrates chrétiens cultivent les racines de leur engagement, puisent leur supplément d'âme », écrit Gilbert Laval dans *Libération* du 15 octobre 1990. La question libanaise entre 1988 et 1991 est omniprésente dans le débat français. Elle divise le paysage politique en deux grands camps. D'un côté, on retrouve une gauche au pouvoir consciente des limites de ses marges de manœuvre. De l'autre, une droite d'opposition qui ne cesse de dénoncer le laxisme du gouvernement, réclamant une intervention française plus efficace auprès du Liban chrétien, au nom de certains « engagements historiques ». Cette réalité fait du Liban un enjeu politique inter-français, notamment révélé par la « guerre de libération » en mars 1989 et qui ne se termine pas en mai 1991, de par la signature problématique du traité syro-libanais et le non-règlement de l'affaire Aoun, toujours réfugié à l'ambassade de France à Beyrouth.

Cette rivalité se reflète dans les trois quotidiens concernés par notre étude (notamment en 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> périodes). Par exemple, nous pouvons inscrire la forte couverture de *Libération* et du *Figaro* durant la 2<sup>ème</sup> période dans cette dualité gauche vs droite : l'implication de la France a fait couler beaucoup d'encre dans ces deux quotidiens, qui ont curieusement fourni une quantité d'informations supérieure à celle du journal *Le Monde* (ceci n'étant arrivé qu'une seule et unique fois au cours des cinq périodes étudiées). C'est également le cas d'une grande série de titres parus dans *Le Figaro* qui s'articulent autour de la critique de la démarche française au Liban. Ce quotidien fait de la dénonciation des démarches officielles françaises un des deux principaux thèmes à travers lesquels il rend compte de la « guerre de libération » (2<sup>ème</sup> semaine). Cette tendance ne se limite pas à la 2<sup>ème</sup> semaine. Nous avons vu que, durant la 3<sup>ème</sup> semaine, le rôle de la France était également un sujet de divergence inter-français. *Libération*, qui appuyait les manifestations pro-Aoun et prônait le non-usage de la force contre les « régions Est », va pourtant jusqu'à

qualifier de « croisade » la participation des députés français de droite aux manifestations de Baabda.

*Le lien entre la presse et le pouvoir*

Des questions subsistent : Existe-t-il un lien entre la mobilisation des médias, celle de l'opinion publique et de la diplomatie française ? Et, si oui, dans quelle direction ? Comme nous l'avons souligné dans le point précédent, le Liban divise le monde politique français en deux camps. Il est donc évident que les frontières entre ce monde et le monde journalistique se confondent, bien que nos trois quotidiens ne puissent être assimilés à de quelconques instruments des différents partis politiques.

La période de la « guerre de libération » est la plus féconde sur ce point. Il est vrai que l'intérêt de la presse était minime dans les deux premières semaines des affrontements, déclenchés le 14 mars 1989. La reproduction automatique des dépêches d'agence traduisait, en plus d'un désintérêt notoire, une méconnaissance contextuelle, allant jusqu'à parler de « *milices de Michel Aoun* » (*Libération*). L'implication de la presse précède cependant les démarches diplomatiques : à partir du 27 mars les quotidiens vont dépêcher des correspondants à Beyrouth et publier des articles à la Une, alors qu'il faut attendre le 3 avril pour obtenir une déclaration française condamnant les bombardements syriens.

D'autres exemples soulignent également une action anticipée de la presse. Ce fut le cas suite aux menaces lancées par le président Elias Hraoui contre Michel Aoun (3<sup>ème</sup> semaine) et également à l'opération du 13 octobre 1990, où la presse se démarquait de la position officielle française en faveur cette opération et qui tentait ensuite de minimiser ses conséquences (4<sup>ème</sup> semaine). La question libanaise a un ancrage tel en France qu'elle ne se traite pas par le biais du monde diplomatique.

En revanche, nous avons constaté que le ton de *Libération* est corrélé à celui de la diplomatie française : d'un côté, ce quotidien haussait le ton envers la Syrie quand la position officielle le faisait au grand jour (2<sup>ème</sup> semaine, notamment quand Paris répliquait aux menaces du camp de l'Ouest), et d'un autre côté il modérait ses positions lorsque la France officielle se trouvait dans des situations délicates (4<sup>ème</sup> semaine où il est le moins impliqué concernant les conséquences de l'opération du 13 octobre). Nous pouvons appliquer inversement ce principe au *Figaro* qui profitait de l'engagement français dans la crise pour hausser la barre de ses revendications libanaises. Aussi, nous considérons que le monde politique peut constituer un repère pour la presse.

*L'élaboration de l'information : le besoin de repères*

Au-delà des constantes qui guident la ligne éditoriale de chaque quotidien et qui fondent un engagement auprès d'une communauté, les médias semblent être influencés par le monde politique quant à l'élaboration des opinions quotidiennes. Parfois désorientés par certains événements, ils apparaissent comme ayant besoin d'un monde politique qui leur serve de repère, voire de guide, dans leurs investigations. Nous considérons cependant que cet aspect est plus explicite lorsqu'il s'agit d'un engagement (ou réengagement) nouveau dans une zone géographique déterminée ou lors d'un conflit ou d'une crise jeune. Nous l'avons constaté dans la 1<sup>ère</sup> période après le départ d'Amine Gemayel et l'installation de deux gouvernements : les réactions du premier jour étaient contredites par celles du lendemain. Pour *Le Monde* et *Libération* le gouvernement de M. Selim Hoss était un « cabinet sortant » – et cela malgré l'information qui précise que les « *musulmans refusent de reconnaître* » le nouveau gouvernement et « *accordent leurs confiance au gouvernement Hoss* » – avant que le quotidien ne change d'orientation à partir du lendemain où la question de la légitimité (de l'un ou de l'autre) ne sera plus mise en question et où les deux gouvernements seront traités à égalité : un à Beyrouth-Est et un autre à Beyrouth-Ouest. De même, il a fallu deux semaines d'affrontements en mars 1989 avant que la presse s'intéresse à la « guerre de libération ».

Devons-nous contredire la conclusion évoquée ci-dessus concernant l'influence de la politique française sur les médias, dans la mesure où les quotidiens auraient réajusté leur position en fonction de celle du gouvernement français (et de la communauté internationale) qui ont décidé de traiter avec les deux gouvernements ? Cela n'est pas notre but. Mais nous devons souligner que même *Le Figaro*, au comble de son enthousiasme et de engagement auprès de Michel Aoun, ne remettait ouvertement en cause la légitimité du pouvoir issu de Taëf que dans de rares cas isolés.

Un autre exemple illustre cette influence indirecte. En novembre 1989, le président Hraoui menace d'utiliser la force (syrienne) contre Michel Aoun s'il ne cède pas le pouvoir. La France mène une campagne pour éviter cette solution. La presse française se mobilise également pour dénoncer toute « invasion syrienne » contre les « Régions Est » : le Liban est présent à la Une de presque tous les numéros de la semaine qui suit. En octobre 1990, Michel Aoun est à nouveau menacé : cette fois, le gouvernement libanais demande officiellement à la Syrie l'intervention de son armée pour déloger Aoun et impose un blocus contre les régions d'Aoun (28 septembre 1990). Entre le 29 septembre et le 12 octobre, veille de l'offensive syro-libanaise, nous relevons dans *Le Monde* 10 articles sur le Liban avec une seule présence à la Une, 5 articles dans *Libération* provenant d'agences de presse, 4 articles dans *Le Figaro* dont un seul signé. S'il est vrai que, entre 1989 et 1990, Aoun s'est enlisé dans un conflit armé contre la milice chrétienne qui l'a

complètement isolé, et que le monde est occupé par l'invasion irakienne du Koweït et ses conséquences, il n'en est pas moins vrai que, en 1990, la communauté internationale et la France (dans une moindre mesure) ne s'opposaient plus à l'éviction de Michel Aoun.

*La guerre comme pivot de l'information ?*

Si, au travers ce qui précède, nous avons montré que la presse reste considérablement influencée par l'histoire de la France dans ses relations avec les pays étrangers dont elle traite les événements, nous terminerons en évoquant une question d'ordre général qui nous a hanté tout au long de cette étude. Il s'agit de savoir si la guerre est le pivot privilégié de l'information. Nous ne venons de retrouver ce qui est a été souvent montré : les guerres et les conflits demeurent certainement les principales sources de l'information journalistique ; les médias, répondant à un besoin social, privilégient l'information dramatique.

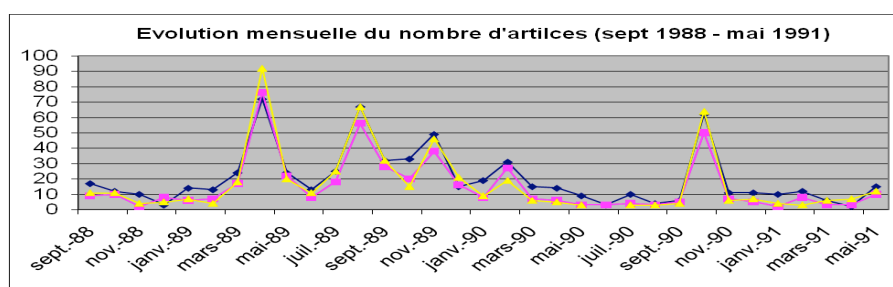
Cependant, à travers les cinq périodes de notre étude, qui alternaient périodes de calme (1<sup>ère</sup>, 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> périodes) et périodes de guerre (2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> périodes), nous avons pu constater que cet énoncé a ses limites : ce n'est pas la guerre qui fait la Une ; c'est son contexte. La presse qui s'était mobilisée au cours de la « guerre de libération » s'est relativement désintéressée de la situation au Liban quelques mois plus tard, durant la guerre entre la milice chrétienne et l'armée de Aoun. Cette guerre était pourtant plus dévastatrice sur le plan matériel, avec un bilan de victimes beaucoup plus élevé que la « guerre de libération ». De plus, la population qui en subissait les conséquences était exclusivement la population chrétienne à laquelle la presse française est très sensible. Nous aurions pu également souligner l'absence de l'information détaillée en ce qui concerne les affrontements sporadiques qui se sont déroulés entre les milices d'*Amal* et du *Hezbollah*. Cependant, et indépendamment du désintérêt politique qu'éprouve la presse française à l'égard d'un tel conflit, celui-là n'avait pas d'ampleur politique, stratégique ou militaire : il se déroulait en dehors de la capitale, dans un champ géographique limité, et concernait deux partis non représentés dans les institutions étatiques.

Les guerres et conflits restent une matière première de la couverture de presse : sur les 33 mois que couvrent notre étude, les mois relatifs à des conflits armés viennent en première position (en matière de nombre d'articles, surface et présence à la Une) dans les trois quotidiens : avril et août 1989 pour la « guerre de libération » (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> positions), octobre 1990 pour l'opération du 13 octobre et ses conséquences (3<sup>e</sup> position). Mais une guerre n'est pas systématiquement retracée par la presse : le mois de février 1990, le plus médiatisé et le plus destructif (700 morts et 2.000 blessés environ) des six mois du conflit entre l'armée libanaise d'Aoun et la milice des *Forces libanaises*, vient seulement en 6<sup>ème</sup> ou 7<sup>ème</sup> position selon le



quotidien. Il est précédé par les mois de novembre, d'octobre ou de septembre 1989 qui ne connaissent aucun conflit armé<sup>4</sup>. En effet, la guerre entre les deux chefs du « camp chrétien », Michel Aoun et Samir Geagea, était politiquement incorrecte pour la presse française. Cette dernière ne pouvait d'ailleurs pas prendre parti de l'un des deux protagonistes. Sur ce point, notre recherche nous permet de conclure que, pour qu'une guerre intéresse la presse, il faut tout d'abord qu'il y ait deux protagonistes bien déterminés, et il faut surtout que le média ait une véritable position sur le conflit. Ce qui n'est pas été le cas dans la guerre de 1990, à propos de laquelle les quelques éditoriaux invitaient les deux partis à mettre fin à la « *guerre fratricide* », expression souvent utilisée dans les titres des éditoriaux et des articles datant de cette période.

Conscient de la limitation du champ de ces conclusions, nous aurions souhaité inclure à notre corpus d'autres journaux présentant des divergences radicales avec les trois quotidiens sélectionnés (tel l'*Humanité*, dont les positions auraient sans doute fourni un éclairage précieux à propos de l'influence de la guerre froide sur les représentations du Liban), ou bien d'autres périodes qui correspondent à des changements dans la situation politique, soit à Paris, soit au Liban. On peut penser, à titre d'exemple, à l'analyse probablement intéressante de la position du *Figaro* sur la déclaration du président Jacques Chirac devant l'Assemblée nationale libanaise, en 1996, dans laquelle il lie la présence militaire syrienne au Liban au processus de paix israélo-arabe, portant ainsi un coup dur aux forces qui réclament un retrait syrien, quatre ans après la fin de l'échéance prévue dans les accords de Taëf. Ou bien encore à l'analyse de la place des chrétiens libanais dans la presse française après le changement dans le paysage politique et l'établissement d'alliances qui amènent à dépasser la vision simpliste d'une rivalité islamo-chrétienne.



**Figure 3 :** Evolution mensuelle du nombre d'articles et de la surface (septembre 1988 – mai 1991)

<sup>4</sup> voir le graphique 2 relatif à l'évolution du nombre d'articles et de la surface dans chacun des trois quotidiens.

### **Bibliographie**

- ADAM, J.-M., HERMAN, T., 2001, « Genres de la presse écrite et analyse de discours », *Semen*, n° 13, Presses universitaires franc-comtoises.
- AGNES, Y., 2002, *Manuel de journalisme. Ecrire pour le journal*, Paris, La Découverte.
- ALBERT, P., 1998, *La presse française*, Paris, Documentation française.
- ALEM, J.-P., BOURRAT, P., 2000, *Le Liban*, Paris, Presses Universitaires de France.
- \*\*\*AL-JAZEERA, 2001, « Harb Lubnân » (La guerre du Liban), [documentaire télévisé], 15 épisodes diffusés par la chaîne « Al-Jazeera ».
- AMMOUN, D., 2004, *Histoire du Liban contemporain, 1943-1990*, tome II, Paris, Fayard.
- AUBENAS F., BENASAYAG M., 1999, *La fabrication de l'information : les journalistes et l'idéologie de la communication*, Paris, La Découverte.
- BALLE, F., 2009, *Médias et sociétés*, Paris, Montchrestien/Lextenso Editions.
- BARDIN, L., 2007, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses universitaires de France.
- BAUTIER, R., 1994, *De la rhétorique à la communication*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- BEYDOUN, A., 1993, *Le Liban, Itinéraires dans une guerre incivile*, Editions Karthala.
- BERELSON, B., 1971, *Content analysis in communication research*, New York, Illinois University Press, Hafner Publ. Co.
- BONVILLE (de), J., 2000, *L'analyse de contenu des médias. De la problématique au traitement statistique*, Paris-Bruxelles, De Boeck Université.
- BRETON, P., 2000, *La parole manipulée*, Paris, La Découverte & Syros.
- BROUCKER (de), J., 1995, *Pratiques de l'information et écritures journalistiques*, Paris, Centre de formation et de perfectionnement des journalistes.
- CAYROL, R., 1997, *Médias et Démocratie. La dérive*, Paris, Presses de Sciences Po.
- CAZENAVE, E., ULMANN-MAURIAT, C., 1995, *Presse, radio et télévision en France : de 1631 à nos jours*, Paris, Hachette.
- CHARON, J.-M., 1991, *La presse en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil.
- CHARON, J.-M., 1993, *Cartes de presse. Enquête sur les journalistes*, Paris, Stock.
- CHARON, J.-M., 2003, *Les médias en France*, n° 74, Paris, La Découverte.
- CHARTIER, L., 2003, *Mesurer l'insaisissable. Méthode d'analyse du discours de presse*, Québec, Presses universitaires du Québec.
- \*\*\*COLLECTIF, 1999, *Journalistes. L'ère du soupçon*, Crac, Actes du Colloque, Valence.
- CLOAREC, V., 1988, *La France et la question de Syrie 1914-1918*, Paris, CNRS Editions.
- CORNU, D., 1994, *Journalisme et vérité, pour une éthique de l'information*, Genève, Labor et Fides.
- CORM, G., 1992, *Conflits et identités au Moyen-Orient (1919-1991)*, Paris, Arcantère.

- CORM, G., 1992, *Liban : les guerres de l'Europe et de l'Orient 1840-1992*, Paris, Gallimard.
- CLUZEL, J., 1992, *Presse et démocratie*, Paris, LGDJ.
- DAGHER, C., 1991, *Les paris du Général*, Beyrouth, FMA.
- DELPORTE, C., 1995, *Histoire du journalisme et des journalistes en France*, n° 2926, Paris, Presses universitaires de France.
- DERVILLE, G., 1997, *Le pouvoir des médias. Mythes et réalités*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- DEVILLARD V., et al., 2001, *Les journalistes français à l'aube de l'an 2000. Profils et parcours*, Paris, Editions Panthéon-Assas, Paris.
- DIB, B., (dir.) 2006, *Histoire du Liban, des origines au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Editions Philippe Rey.
- DOUËL, J., 1987, *Le journal tel qu'il est lu*, Paris, Centre de formation et de perfectionnement des journalistes.
- EVENO, P., 1996, « *Le Monde* » : *histoire d'une entreprise de presse : 1944-1995*, Paris, Le Monde-Editions.
- FAVIER, P. et MARTIN-ROLAND, M., 1996, *La décennie Mitterrand, tome 3: Les défis (1988-1991)*, Paris, Seuil.
- FLEURY-VILATTE, B., (dir.) 1992, *Les médias et la guerre du Golfe*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.
- FREUND, A., 1991, *Journalisme et mésinformation*, Grenoble, La Pensée sauvage.
- FURET, C., 2006, *Le titre*, Paris, Victoires-Editions.
- GHERADI S. ; GIRARD I. ; ROY F., 2000, *Lire la presse*, Paris, Gallimard.
- GHIGLIONE, R. ; BLANCHET, A., 1991, *Analyse de contenu et contenus d'analyses*, Paris, Dunod.
- GHIGLIONE, R. ; BEAUVOIS, J.-L. ; CHABROL, C., et al., 1990, *Manuel d'analyse de contenu*, Paris, Armand Colin.
- GOUTEUX, J.-P., 1999, *Le Monde, un contre-pouvoir ? Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais*, l'Esprit frappeur.
- GRESH, A. et VIDAL, D., 1996, *Les 100 portes du Proche-Orient*, Les Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières.
- GROSSE, E.U. et SEIBOLD, E., (dir.), 1994, *Panorama de la presse parisienne*, Frankfurt, Peter Lang.
- GUÉDON, J.-F., 1999, *Analyse et commentaire de textes*, Paris, Editions d'Organisation.
- GUERIN, S. et POUTHIER, J.-L., 1990, *La presse écrite : 1990-1991*, Paris, Centre de formation et de perfectionnement des journalistes.
- HALIMI, S. et VIDAL, D., 2006, *L'opinion, ça se travaille. Les médias et les guerres justes : Kosovo, Afghanistan, Irak*, Marseille, Agone éditeur.
- JAMET, C. ; JANNET, A.-M. ; TETU, J.-F., 1999, *Les stratégies de l'information*, Paris-Montréal, L'Harmattan.

- JOUMBLATT, K., 1978, *Pour le Liban*, Paris, Editions Stock.
- JUNQUA, D., 2002, *La presse, le citoyen et l'argent*, Paris, Gallimard.
- \*\*\* INSITUT FRANÇAIS DE PRESSE, 1991, *Les journalistes français en 1990*, La Documentation française.
- KASSIR, S., 1994, *La guerre du Liban. De la dissension nationale au conflit régional*, Editions Khartala.
- KASSIR, S., 2003, *Histoire de Beyrouth*, Paris, Fayard.
- KAZZI, F., 2002, [*Min Michel Aflaq ilâ Michel Aoun*] *De Michel Aflaq à Michel Aoun*, Edition Riad Rayyes, (en langue arabe).
- KHAZEN (el), F., 2002, *The Breakdown of the State in Lebanon 1967-1976*, London, New York, I.B. Tauris Publishers, (2000), traduit en arabe par REHHAYEM, Chucri : [*Tafakkouk awsâl ad-dawla fi Loubnan 1967-1976*], Beyrouth, Dar An-Nahar.
- KHOURY, J., 1998, *Le désordre libanais*, Paris-Montréal, L'Harmattan.
- LABAKI, B., ABOU RJEILY, K., 1993, *Bilan des guerres du Liban 1975-1990*, Paris, L'Harmattan.
- LAURENS, H., 1991, *Le grand jeu. Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin.
- LOMBARDO, S., 1996, *Liban Libre, les larmes de cire*, Paris, Editions Autre Temps.
- LE BOHEC, J., 1997, *Les rapports presse-politique*, Paris, L'Harmattan.
- LECLERC, A., 1991, *L'entreprise de presse et le journaliste*, Québec, Presses de l'Université de Québec.
- LEMIEUX, C., 2000, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Editions Métailié.
- \*\*\*LE MONDE, 1999, *Le Monde, la une : 1944-1999*, Paris, Plon.
- MAINGUENEAU, D., 2002, *Analyser les textes de communication*, Nathan/VUEF.
- MANSOUR, A., 1993, *Al-inqilâb 'alâ at-Taëf [Le retournement contre Taëf]*, Edition Bissan, (en langue arabe).
- MAMOU, Y., 1991, « *C'est la faute aux médias !* ». *Essai sur la fabrication de l'information*, Paris, Payot.
- MARTIN, M., 1991, *Histoire et médias. Journalisme et journalistes français 1950-1990*, Paris, Albin Michel.
- MENARGUES, A., 2004, *Les secrets de la guerre du Liban. Du coup d'État de Bachir Gémayel aux massacres des camps palestiniens*, Albin Michel.
- MUCCHIELLI, R., 1998, *L'analyse de contenu des documents et des communications*, Paris, ESF.
- NAOUM, S., [année n. d.], *Michel Aoun, rêve ou illusion*, Beyrouth.
- PAKRADOUNI, K., 1991, *La'nat watan [La malédiction d'une patrie]*, Beyrouth, Editions Trans-Orient, (en langue arabe).

- PCFDOC, 1991, *La presse par ses titres : contribution à l'analyse de contenu des médias*, Paris, PCFDOC.
- PEAN, P. et COHEN, P., 2003, *La face cachée du monde*, Paris, éditions Mille et une nuits.
- PICAUDOU, N., 1992, *La déchirure libanaise*, Bruxelles, Editions Complexe.
- RAMONET, I., 2002, *La Tyrannie de la communication*, Paris, Gallimard.
- ROBERT, A., BOUILLAGUET, A., 2002, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses universitaires de France.
- ROBINET, P. et GUERIN, S., 1999, *La presse quotidienne*, Paris, Flammarion.
- RONDEAU, D., 1991, *Chronique du Liban rebelle 1988-1990*, Paris, Grasset.
- SARKIS, J., 1993, *Histoire de la guerre du Liban*, Paris, Presses universitaires de France.
- SEMPRINI, A., (dir.) 1996, *Analyser la communication. Comment analyser les images, les médias, la communication*, Paris, l'Harmattan.
- TETU, J.-F. et MOUILLAUD, M., 1989, *Le journal quotidien*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- THIBAU, J., 1996, *Le Monde 1944-1996. Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire*, Paris, Plon.
- WOLTON, D., 1991, *L'information et la guerre*, Paris, Flammarion.
- WOODROW, A., 1991, *Information manipulation*, Paris, Editions du Félin.
- YAZIGI, J., 1991, *La guerre libanaise. Aspect du conflit israélo-arabe ?*, Paris, Messidor/Editions sociales.